



RETURN BIDS TO / RETOURNER LES SOUMISSIONS À :

Attention : Farrah Bartal
Department of Finance Canada
Email only: procurement-provisionnement@fin.gc.ca

REQUEST FOR PROPOSAL AMENDMENT

DEMANDE DE DE PROPOSITION MODIFICATION

Proposal To : Department of Finance
Proposition au : Ministère des Finances Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out thereof.

Instructions : See Herein

This document contains a Security Requirement.

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au ou aux prix indiqués.

Instructions : Voir aux présentes

Ce document contient une exigence de sécurité.

Canada

Title - Sujet Financial Sector Legislative Review on the Digitalization of Money Examen législatif du secteur financier sur la numérisation de l'argent	
Solicitation No. – No de l'invitation : FIN-20220497	Publication Date - Date de publication : July 25, 2022
Date of Amendment - Date de la modification : September 02, 2022	Amendment No. - Modification No. 002
Financial Code(s) – Code(s) financier(s) G/L: 4670 - CO:0060 - FC : 907101 - FA : 6150	GSIN Code(s) - Code(s) NIBS R019F : Consulting Services - Services de consultation
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG : PW-22-01002377 Financial Sector Legislative Review on the Digitalization of Money (FIN-20220497) - Buyandsell.gc.ca Examen législatif du secteur financier sur la numérisation de l'argent (FIN-20220497) - Achatsetventes.gc.ca	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin : at 02 :00 PM EDT (Eastern Daylight Time) 14:00 Heure avancée de l'Est (HAE) on September 12, 2022 – 12 septembre 2022	
Solicitation Authority - Responsable de l'invitation: Name-Nom : Farrah Bartal Title-Titre : Senior Procurement and Officer Branch : Corporate Services Branch Email - Courriel : procurement-provisionnement@fin.gc.ca	
Security Requirement - Exigences de sécurité : OUI/NON Personnel : Facility - Installation : Document Safeguarding - Protection des documents : Additional details found in Annex C - Détails supplémentaires figurant à l'annexe C.	
Tendering Process - Méthode d'approvisionnement: Open Bidding - Invitation Ouverte	
Estimated Contract Period - Période estimée du marché : Contract Award Date to September 30, 2024 Date d'attribution du contrat jusqu'au 30 septembre 2024	
Option Period: Yes - Oui	Number of Option Periods: Up to two (2) additional years - Jusqu'à 2 années additionnelles
<p>Toutes les demandes de renseignements concernant la présente demande de propositions doivent être soumises par écrit à l'autorité contractante, au plus tard dix (10) jours civils avant la date de clôture du dépôt des propositions afin de donner au ministère des Finances suffisamment de temps pour y donner suite. Les demandes de renseignements reçues après cette date ne peuvent pas être traitées avant la date de clôture du dépôt des propositions.</p> <p>Toutes les demandes de renseignements concernant la présente DDP doivent être soumises par écrit au responsable de l'invitation, au plus tard dix (10) jours civils avant la date de clôture du dépôt des propositions afin de donner au ministère des Finances Canada suffisamment de temps pour y donner suite. Si des demandes de renseignements sont reçues après cette date, il se peut qu'on n'y réponde pas avant la date de clôture des propositions. Toutes les réponses qui apportent plus de renseignements sur le besoin seront affichées sur SEAG.</p>	

AVIS À TOUS LES SOUMISSIONNAIRES

Afin de stimuler une concurrence efficace et de trouver le meilleur rapport qualité-prix pour les contribuables canadiens, le ministère des Finances Canada a effectué une recherche de renseignements accessibles au public (comme des sites Web et des rapports de recherche) pour identifier les soumissionnaires potentiels ayant une expertise en la matière relativement aux services requis dans la présente demande de propositions (DDP). Conformément à la clause 4.75.35 du Guide des approvisionnements de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), [Communication directe avec les fournisseurs pendant la période de demandes de soumissions – achatsventes.gc.ca](https://achatsventes.gc.ca), on a communiqué avec les soumissionnaires potentiels le 15 août 2022 pour les informer de l'appel d'offres et les diriger vers le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). L'avis ne contenait aucune information qui n'était pas déjà disponible sur le SEAOG.

QUESTIONS ET RÉPONSES

La présente modification 002 vise à fournir des réponses aux questions des soumissionnaires :

Question 11	Pour satisfaire aux exigences de TO2 (trois projets liés aux actifs numériques ou aux monnaies numériques) et de TO3 (un projet lié aux cryptomonnaies stables), le Canada a demandé aux soumissionnaires de fournir des renseignements sur les clients servant de références. Bien que nous ayons plusieurs projets d'organismes semblables qui sont hautement stratégiques et pertinents pour le Canada, ces projets et nos clients sont également hautement confidentiels. Ces projets sont directement liés à l'énoncé des travaux et peuvent certainement fournir le niveau de détail requis comme les descriptions sommaires, les rôles et responsabilités, les échéanciers et les produits principaux livrables, mais le nom du client et ses coordonnées sont strictement confidentiels en raison de la nature du travail. Afin de présenter au Canada les projets les plus pertinents dans ces domaines précis, le Canada supprimerait-il l'exigence de fournir les coordonnées des clients pour les projets dont il est question au TO2 et TO3?
Réponse 11	Le ministère des Finances Canada a besoin de références pour évaluer les propositions. Le Ministère sera la seule entité à qui seront fournis les références et les personnes-ressources du projet. Le Ministère conservera uniquement les noms des références afin d'évaluer les propositions. Le Ministère ne communiquera pas les noms des références.
Question 12	Compte tenu du nombre limité des contrats et des projets admissibles disponibles au Canada qui sont requis pour satisfaire aux exigences obligatoires et cotées énumérées dans la DDP, plus précisément TO4 et TC5, le Ministère envisagerait-il d'élargir la définition de soumissionnaire (à la section 04 des Instructions uniformisées 2003) pour inclure l'Association des entités (définie ci-dessous), en vertu de laquelle le Ministère aura accès à des offres mondiales de propriété intellectuelle, y compris des chaînes de blocs et des actifs numériques d'autres pays de l'OCDE. En raison de la nature et du rythme de cette industrie particulière, l'Association des entités collabore et agit comme une équipe mondiale d'actifs numériques. La restriction visant uniquement les entités telles que définies dans la définition actuelle du soumissionnaire limitera ou diminuera considérablement le nombre des soumissionnaires admissibles à très peu de soumissionnaires, probablement pas plus de 2.

	<ul style="list-style-type: none"> • Association des entités : signifie des entités juridiques distinctes au sein d'un réseau de services professionnels officiellement organisé, où tous les membres du réseau fonctionnent selon une marque commune, avec un accès partagé à la propriété intellectuelle et aux ressources de talent, ainsi qu'à la technologie, à la méthodologie, aux stratégies et aux politiques intégrées dans l'ensemble du réseau.
Réponse 12	<p>La définition actuelle de « soumissionnaire », aux termes de l'article 04 des Instructions uniformisées 2003, « soumissionnaire » s'entend de la personne ou de l'entité (ou, dans le cas d'une coentreprise, des personnes ou des entités) qui présente une soumission pour l'exécution d'un contrat de biens, de services ou les deux. Le terme ne comprend toutefois pas la société mère, les filiales ou autres affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants.</p> <p>Les coentreprises peuvent répondre aux demandes de soumissions conformément aux conditions applicables énoncées dans la demande de soumissions. La section pertinente des Instructions uniformisées 2003 du Guide des CCUA permet les soumissions de coentreprises et contient des détails supplémentaires.</p>
Question 13	<p>Pourriez-vous nous donner des précisions sur la date exacte à laquelle les questions de clarification finale doivent être posées à l'égard de la demande de propositions susmentionnée? L'exigence de 10 jours civils comprend-elle les fins de semaine et les jours fériés de la fête du Travail à venir? Ou est-ce en fait 10 jours ouvrables?</p>
Réponse 13	<p>Les jours civils comprennent tous les jours de la semaine du lundi au vendredi, y compris les fins de semaine et les jours fériés. Toutes les demandes de renseignements concernant la présente demande de propositions doivent être soumises par écrit à l'autorité contractante, au plus tard dix (10) jours civils avant la date de clôture du dépôt des propositions afin de donner au ministère des Finances Canada suffisamment de temps pour y donner suite. Les demandes de renseignements reçues après cette date ne peuvent pas être traitées avant la date de clôture du dépôt des propositions. En ce moment, la date exacte à laquelle les précisions (questions et réponses) doivent être fournies est antérieure à la date de clôture des soumissions, soit le 2 septembre 2022.</p>
Question 14	<p><i>Dans notre travail à l'échelle mondiale, nous observons qu'une innovation législative et réglementaire importante (particulièrement en ce qui concerne la stratégie du gouvernement et des banques centrales en matière de stabilité et de MNBC) est en cours dans les pays non membres de l'OCDE.</i></p> <p><i>Compte tenu de cela, pour les critères cotés TC4 et TC5, la Couronne envisagerait-elle d'accepter l'expérience de projet de pays non membres de l'OCDE, pourvu que ces projets se rapportent à des travaux menés pour les gouvernements et/ou les banques centrales, et que ces projets dépassent le minimum (3) de projets requis pour chaque catégorie?</i></p>
Réponse 14	<p>Le ministère des Finances Canada conservera l'exigence d'avoir effectué une analyse pour les projets dans les pays de l'OCDE.</p>

Question 15	<p>A : Question : En ce qui concerne le respect des critères techniques obligatoires et des critères techniques cotés, le ministère des Finances Canada pourrait-il envisager :</p> <p>i) l'expérience en recherche universitaire, ii) des publications et iii) un témoignage devant les autorités législatives et réglementaires, au même titre que l'expérience du secteur privé dans le cadre de projets?</p> <p>Dans l'affirmative, le ministère des Finances Canada pourrait-il fournir des lignes directrices sur la façon de satisfaire aux critères de renseignements requis pour chacun de ces types de projets, qui sont énumérés dans la DDP comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel du client; b) le nom du projet; c) la date de début et de fin du projet; d) le secteur couvert par le projet; e) l'industrie du client; f) les produits livrables principaux du projet et une description claire du travail effectué. <p>B : Question 2 En ce qui a trait à l'exigence de durée minimale pour les projets de référence, qui a été réduite à trois mois, le ministère des Finances Canada envisagerait-il des activités de mobilisation de deux ans au sein d'un même organisme, mais se concentrerait-il sur trois aspects différents de cryptomonnaies stables en tant que trois projets différents si le travail sur chaque aspect dépassait trois mois?</p> <p>C : Question 3 : En ce qui concerne l'exigence de durée minimale pour les projets de référence, qui a été réduite à trois mois, le ministère des Finances Canada pourrait-il considérer que vingt projets semblables de cinq à dix jours, combinés, satisfont à l'exigence de durée de trois mois?</p>
Réponse 15	<p>A : Le Ministère tiendra compte d'un éventail d'expériences dans son évaluation, comme la recherche universitaire ou les publications, dans la mesure où ces expériences satisfont aux exigences particulières et que des preuves peuvent être fournies au Ministère pour étayer ces expériences. Veuillez fournir suffisamment de détails sur les travaux afin que Ministère soit en mesure de les examiner (par exemple, nom de l'article, numéro ISSN, nom du journal dans lequel les travaux sont publiés, date de publication, coauteurs).</p> <p>B : Le Ministère tiendra compte des projets distincts réalisés au sein d'un même organisme, pourvu que ces projets répondent aux exigences particulières en matière d'expérience et qu'il soit possible de fournir au Ministère des preuves à l'appui de ces expériences.</p> <p>C : Non, le Ministère ne tiendra compte que des projets qui ont duré au moins trois mois.</p>
Question 16	<p>À la section 4.2 Méthode de sélection, il est indiqué que la soumission recevable ayant obtenu le plus grand nombre de points sera recommandée pour attribution d'un contrat, « pourvu que le prix total évalué n'excède pas le budget disponible pour ce besoin ». À la section 4.1.2.1 Critères financiers obligatoires, nous notons que le Canada n'a demandé que des taux horaires fermes et n'a pas indiqué la base ou la formule qui sera utilisée pour calculer le prix évalué total.</p> <p>Par conséquent, nous demandons au Canada de publier la formule à utiliser pour calculer le prix évalué total à partir des taux horaires fermes soumis par les</p>

	soumissionnaires, afin que les soumissionnaires puissent comprendre la partie financière de la méthode de sélection.										
Réponse 16	<p>Lorsque la demande de soumissions contient des critères d'évaluation techniques obligatoires et cotés, la méthode de sélection sera la soumission qui a obtenu le plus grand nombre de points avec le prix évalué dans les limites du budget. Cette méthode est utilisée lorsqu'on cherche à obtenir la meilleure solution technique possible dans un budget établi.</p> <p>Cotation numérique la plus élevée dans les limites d'un budget maximal établi.</p> <p>Avec cette méthode de sélection de l'entrepreneur, la soumission recevable ayant obtenu la note technique la plus élevée dans les limites d'un budget maximal établi est recommandée pour l'attribution du contrat. Les soumissionnaires sont invités à présenter des soumissions, étant entendu que l'exigence doit être fournie dans les limites du budget maximal spécifié. Les exigences sont normalement définies en termes généraux afin de réduire au minimum le nombre de contraintes et d'encourager les soumissionnaires à formuler de nouvelles idées et à trouver des solutions rentables. Cette méthode de sélection est couramment utilisée lorsque le résultat est basé sur une solution. Une définition générale des exigences et des résultats attendus est fournie; différentes solutions ou approches sont prévues pour répondre aux besoins; une grande souplesse dans l'exécution des travaux est attendue et requise. L'objectif est de choisir l'entrepreneur qui affiche la probabilité de réussite technique la plus élevée en qui concerne l'atteinte de l'objectif.</p> <p>Veuillez consulter les sections 4.1.2 Évaluation financière et 4.2 Méthode de sélection de la demande de propositions (DDP) :</p> <p>4.1.2 Évaluation financière</p> <p>4.1.2.1 Critères financiers obligatoires</p> <p>Les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture de la DDP sera utilisé comme facteur de conversion pour les propositions présentées dans une devise étrangère.</p> <p>Aux fins de la demande de soumissions, les soumissionnaires qui ont une adresse au Canada sont considérés comme des soumissionnaires établis au Canada, et les soumissionnaires qui ont une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme des soumissionnaires établis à l'étranger.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Point</th> <th>Exigence obligatoire</th> <th>Conforme (Oui/Non)</th> <th>Renvoi à la proposition du soumissionnaire</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>FO1</td> <td>Le soumissionnaire doit fournir des taux horaires fermes pour toutes les ressources proposées, comme il est indiqué dans le tableau FO1 ci-dessous. Étant donné qu'on ne connaît pas la quantité exacte de travail à ce moment-là, les soumissionnaires doivent présenter uniquement des taux horaires pour toutes les ressources proposées. Il n'est</td> <td> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non </td> <td></td> </tr> </tbody> </table>			Point	Exigence obligatoire	Conforme (Oui/Non)	Renvoi à la proposition du soumissionnaire	FO1	Le soumissionnaire doit fournir des taux horaires fermes pour toutes les ressources proposées, comme il est indiqué dans le tableau FO1 ci-dessous . Étant donné qu'on ne connaît pas la quantité exacte de travail à ce moment-là, les soumissionnaires doivent présenter uniquement des taux horaires pour toutes les ressources proposées. Il n'est	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Point	Exigence obligatoire	Conforme (Oui/Non)	Renvoi à la proposition du soumissionnaire								
FO1	Le soumissionnaire doit fournir des taux horaires fermes pour toutes les ressources proposées, comme il est indiqué dans le tableau FO1 ci-dessous . Étant donné qu'on ne connaît pas la quantité exacte de travail à ce moment-là, les soumissionnaires doivent présenter uniquement des taux horaires pour toutes les ressources proposées. Il n'est	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non									

pas nécessaire de déterminer le niveau d'effort, car cela n'a pas d'incidence sur la méthode de sélection.

Le soumissionnaire doit attester que les taux proposés :

- a. ne sont pas supérieurs au prix le plus bas demandé à quiconque, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité semblable de services;
- b. ne comprend aucun élément de bénéfice sur la vente qui soit supérieur à celui que le soumissionnaire réalise normalement pour des services de qualité semblable.

Tableau FO1

Nom et titre de la ressource du soumissionnaire	Année 1 Taux horaire ferme Pour la période se terminant le 30 septembre 2023	Année 2 Taux horaire ferme Du 1 ^{er} octobre 2023 au 30 septembre 2024	Année 3 (option) Taux horaire ferme Du 1 ^{er} octobre 2024 au 30 septembre 2025	Année 4 (option) Taux horaire ferme Du 1 ^{er} octobre 2025 au 30 septembre 2026

4.2 Méthode de sélection

Cotation numérique la plus élevée dans les limites du budget

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- a. satisfaire à toutes les exigences de la demande de soumissions;
- b. répondre à tous les critères d'évaluation technique obligatoires;
- c. obtenir globalement la note minimum requise de 67 points pour chaque critère d'évaluation technique coté qui sont assujettis à une cotation par points, chaque critère individuel exigeant une note de passage de 60 % des points disponibles. L'échelle de notation compte 95 points.

2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. La soumission recevable qui obtiendra le nombre le plus

	<p>élevé de points et qui a atteint la note de passage minimale de chaque critère individuel sera recommandée pour l'attribution d'un contrat, à condition que le prix total évalué ne dépasse pas le budget alloué à cette exigence.</p> <p>3. Le montant de financement maximal disponible pour le contrat résultant de la demande de soumissions est de 1 000 000,00 \$ CA (taxes applicables en sus). Toute soumission dont la valeur est supérieure à cette somme sera jugée non recevable. Le fait de divulguer le financement maximal disponible n'engage aucunement le Canada à payer cette somme.</p>
--	---

Question 17	<p>En ce qui concerne la page 3, 1.2.1 Résumé de la DDP, veuillez indiquer si le document intitulé Programme de sécurité des contrats (PSC), Demande d'inscription (DI) pour les entités juridiques canadiennes doit être inclus dans la présentation de la soumission ou si ce document peut être présenté avant l'attribution du contrat.</p>
Réponse 17	<p>À compter du 2 mai 2022, les organismes qui soumissionnent pour des appels d'offres du gouvernement assortis d'exigences en matière de sécurité doivent remplir et présenter un formulaire Demande d'inscription (DI) dans le cadre de leur réponse à la soumission (par exemple, leur proposition). Exigences relatives à la possession de sécurité d'organisme à la clôture des soumissions.</p> <p>À la suite de ces changements, les organismes doivent satisfaire seulement aux exigences de sécurité durant le processus de demande de soumissions si elles doivent accéder à des documents de nature délicate pour préparer leur soumission. Si l'accès à des renseignements de nature délicate est seulement nécessaire pour exécuter le contrat, les agents d'approvisionnement du gouvernement doivent donner aux soumissionnaires jusqu'à la date d'attribution du contrat pour obtenir leur cote de sécurité d'organisme.</p> <p>Cette approche tous les soumissionnaires éventuels sur un pied d'égalité et offre un environnement d'affaires plus concurrentiel. Elle permet aux organismes de toutes tailles soient admissibles à soumissionner pour des appels d'offres gouvernementaux assortis d'exigences en matière de sécurité, sans exiger la possession d'une cote de sécurité délivrée par le PSC.</p> <p>Veuillez consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité de la DDP :</p> <p>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ</p> <p>6.1 Exigences relatives à la sécurité</p> <p>1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :</p> <p>a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'il est indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;</p>

	<p>b) les personnes proposées par le soumissionnaire qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité au niveau comme indiqué dans la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;</p> <p>c) le soumissionnaire doit fournir le nom de toutes les personnes qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des lieux de travail dont l'accès est réglementé;</p> <p>d) l'emplacement proposé par le soumissionnaire pour l'exécution des travaux et pour la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité, comme il est indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;</p> <p>e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'il est indiqué à la Partie 3 – section IV, Renseignements supplémentaires.</p> <p>2. Nous rappelons aux soumissionnaires qu'ils doivent obtenir rapidement l'attestation de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir l'attestation de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.</p> <p>1. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du <u>Programme de sécurité des contrats</u> de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html).</p>
--	---

Question 18	En ce qui concerne la section II de la page 8 : Soumission financière de la DDP, le dépôt direct n'est généralement pas une méthode de paiement approuvée pour les cabinets d'avocats. Veuillez indiquer si le ministère des Finances Canada est souple en ce qui concerne les méthodes de paiement électronique.
Réponse 18	<p>Le ministère des Finances Canada n'acceptera que le dépôt direct (national et international) conformément à la section 7.7.4 Paiement électronique des factures – contrat de la DDP :</p> <p>7.7.4 Paiement électronique des factures – contrat</p> <p>L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :</p> <p>a. Dépôt direct (national et international)</p>

Question 19	En ce qui concerne la page 16, 4.1.2.1 Critères financiers obligatoires de la DDP, notre entreprise est-elle libre de proposer d'autres arrangements de frais concernant la facturation non horaire en fonction de notre expérience de la prestation de services semblables, en plus des tarifs horaires requis? Ou est-ce qu'on ne peut qu'énumérer les taux horaires?
Réponse 19	<p>Non, le Ministère n'acceptera que les taux horaires fermes du tableau FO1, conformément à la section 4.2 Méthode de sélection.</p> <p>Cotation numérique la plus élevée dans les limites d'un budget maximal établi.</p> <p>Avec cette méthode de sélection de l'entrepreneur, la soumission recevable ayant obtenu la note technique la plus élevée dans les limites d'un budget maximal établi est recommandée pour l'attribution du contrat. Les soumissionnaires sont invités à présenter des soumissions, étant entendu que l'exigence doit être fournie dans les limites du budget maximal spécifié. Les exigences sont normalement définies en termes généraux afin de réduire au minimum le nombre de contraintes et d'encourager les soumissionnaires à formuler de nouvelles idées et à trouver des solutions rentables. Cette méthode de sélection est couramment utilisée lorsque le résultat est basé sur une solution. Une définition générale des exigences et des résultats attendus est fournie; différentes solutions ou approches sont prévues pour répondre aux besoins; une grande souplesse dans l'exécution des travaux est attendue et requise. L'objectif est de choisir l'entrepreneur qui affiche la probabilité de réussite technique la plus élevée en qui concerne l'atteinte de l'objectif.</p>

Question 20	En ce qui a trait à la page 19 de la DDP, 4.1.2.1 Critères financiers obligatoires, veuillez fournir des éclaircissements sur cette exigence? En raison du caractère unique de ce mandat, nous ne pouvons garantir que les taux horaires seront aussi bas que ceux offerts aux autres clients du gouvernement et du secteur public, à moins que la portée du travail ne soit directement semblable. Est-ce qu'un escompte en pourcentage sur les taux horaires est comparable à celui accordé à des clients semblables acceptables pour satisfaire à cette exigence?
Réponse 20	<p>Lorsque la demande de soumissions contient des critères d'évaluation technique obligatoires et cotés et que la méthode de sélection se fera en fonction de la soumission qui a reçu le plus grand nombre de points avec le prix évalué s'inscrivant dans le budget alloué. Cette méthode est utilisée lors de la recherche de la meilleure solution technique possible dans un budget imparti.</p> <p>La soumission recevable ayant récolté le plus haut pointage dans les limites du budget maximal imparti.</p> <p>Avec cette méthode de sélection d'entrepreneurs, il est recommandé d'attribuer le contrat à celui qui a présenté la soumission recevable ayant reçu le plus grand nombre de points techniques à l'intérieur du budget maximal imparti. Les soumissionnaires sont invités à présenter des soumissions, étant entendu que l'exigence doit être fournie dans le budget maximal spécifié. Les exigences sont normalement définies de façon générale afin de réduire au minimum le nombre de contraintes et d'encourager les soumissionnaires à formuler de nouvelles idées et à trouver des solutions rentables. Cette méthode de sélection est couramment utilisée lorsque le résultat est</p>

fondé sur une solution. Une définition large de l'exigence et des résultats escomptés est fournie; des solutions ou des approches différentes à l'exigence sont prévues; une souplesse considérable dans l'exécution du travail est attendue et requise. L'objectif est de sélectionner l'entrepreneur ayant la plus grande probabilité de réussir sur le plan technique d'atteindre l'objectif.

Veuillez consulter les sections 4.1.2 Évaluation financière et 4.2 Méthode de sélection de la demande de proposition (DDP) :

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture de la DDP sera utilisé comme facteur de conversion aux propositions présentées dans une devise étrangère.

Pour les fins de la demande de soumissions, les soumissionnaires qui ont une adresse au Canada sont considérés comme des soumissionnaires établis au Canada, et les soumissionnaires qui ont une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme des soumissionnaires établis à l'étranger.

Point	Exigence obligatoire	Conforme (oui/non)	Renvoi à la proposition du soumissionnaire
FO1	<p>Le soumissionnaire doit fournir des taux horaires fermes pour toutes les ressources proposées, comme il est indiqué dans le tableau FO1 ci-dessous. Étant donné qu'on ne connaît pas la quantité exacte de travail à ce moment-là, les soumissionnaires doivent présenter uniquement des taux horaires pour toutes les ressources proposées. Il n'est pas nécessaire de déterminer le niveau d'effort, car cela n'a pas d'incidence sur la méthode de sélection.</p> <p>Le soumissionnaire doit attester que les taux proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> c. ne sont pas supérieurs au prix le plus bas demandé à quiconque, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité semblable de services; d. ne comprend aucun élément de bénéfice sur la vente qui soit supérieur à celui que le soumissionnaire réalise normalement pour des services de qualité semblable. 	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

Tableau FO1

Nom et titre de la ressource du soumissionnaire	Année 1 Taux horaire ferme Pour la période se terminant le 30 septembre 2023	Année 2 Taux horaire ferme Du 1 ^{er} octobre 2023 au 30 septembre 2024	Année 3 (option) Taux horaire ferme Du 1 ^{er} octobre 2024 au 30 septembre 2025	Année 4 (option) Taux horaire ferme Du 1 ^{er} octobre 2025 au 30 septembre 2026

4.2 Méthode de sélection

Cotation numérique la plus élevée dans les limites du budget

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- d. satisfaire à toutes les exigences de la demande de soumissions;
- e. répondre à tous les critères d'évaluation technique obligatoires;
- f. obtenir globalement la note minimum requise de 67 points pour chaque critère d'évaluation technique coté qui sont assujettis à une cotation par points, chaque critère individuel exigeant une note de passage de 60 % des points disponibles. L'échelle de notation compte 95 points.

4. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. La soumission recevable qui obtiendra le nombre le plus élevé de points et qui a atteint la note de passage minimale de chaque critère individuel sera recommandée pour l'attribution d'un contrat, à condition que le prix total évalué ne dépasse pas le budget alloué à cette exigence.

5. Le montant de financement maximal disponible pour le contrat résultant de la demande de soumissions est de **1 000 000,00 \$ CA** (taxes applicables en sus). Toute soumission dont la valeur est supérieure à cette somme sera jugée non recevable. Le fait de divulguer le financement maximal disponible n'engage aucunement le Canada à payer cette somme.

Question 21

En ce qui concerne le tableau des taux horaires, page 19, 4.1.2.1 Critères financiers obligatoires, exigez-vous que nous indiquions nos taux fermes standard ou nos taux spéciaux des clients?

Réponse 21

Lorsque l'appel d'offres contient des critères d'évaluation technique obligatoires et cotés et que la méthode de sélection se fera en fonction de la soumission qui a reçu le plus grand nombre de

points avec le prix évalué s'inscrivant dans le budget alloué. Cette méthode est utilisée lors de la recherche de la meilleure solution technique possible dans un budget imparti.

La soumission recevable ayant récolté le plus haut pointage dans les limites du budget maximal imparti.

Avec cette méthode de sélection d'entrepreneurs, il est recommandé d'attribuer le contrat à celui qui a présenté la soumission recevable ayant reçu le plus grand nombre de points techniques à l'intérieur du budget maximal imparti. Les soumissionnaires sont invités à présenter des soumissions, étant entendu que l'exigence doit être fournie dans le budget maximal spécifié. Les exigences sont normalement définies de façon générale afin de réduire au minimum le nombre de contraintes et d'encourager les soumissionnaires à formuler de nouvelles idées et à trouver des solutions rentables. Cette méthode de sélection est couramment utilisée lorsque le résultat est fondé sur une solution. Une définition large de l'exigence et des résultats escomptés est fournie; des solutions ou des approches différentes à l'exigence sont prévues; une souplesse considérable dans l'exécution du travail est attendue et requise. L'objectif est de sélectionner l'entrepreneur ayant la plus grande probabilité de réussir sur le plan technique d'atteindre l'objectif.

Veuillez consulter les sections 4.1.2 Évaluation financière et 4.2 Méthode de sélection de la demande de proposition (DDP) :

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture de la DDP sera utilisé comme facteur de conversion aux propositions présentées dans une devise étrangère.

Pour les fins de la demande de soumissions, les soumissionnaires qui ont une adresse au Canada sont considérés comme des soumissionnaires établis au Canada, et les soumissionnaires qui ont une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme des soumissionnaires établis à l'étranger.

Point	Exigence obligatoire	Conforme (oui ou non)	Renvoi à la proposition du soumissionnaire
FO1	<p>Le soumissionnaire doit fournir des taux horaires fermes pour toutes les ressources proposées, comme il est indiqué dans le tableau FO1 ci-dessous. Étant donné qu'on ne connaît pas la quantité exacte de travail à ce moment-là, les soumissionnaires doivent présenter uniquement des taux horaires pour toutes les ressources proposées. Il n'est pas nécessaire de déterminer le niveau d'effort, car cela n'a pas d'incidence sur la méthode de sélection.</p> <p>Le soumissionnaire doit attester que les taux proposés :</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

- e. ne sont pas supérieurs au prix le plus bas demandé à quiconque, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité semblable de services;
- f. ne comprend aucun élément de bénéfice sur la vente qui soit supérieur à celui que le soumissionnaire réalise normalement pour des services de qualité semblable.

Tableau FO1

Nom et titre de la ressource du soumissionnaire	Année 1 Taux horaire ferme Pour la période se terminant le 30 septembre 2023	Année 2 Taux horaire ferme Du 1 ^{er} octobre 2023 au 30 septembre 2024	Année 3 (option) Taux horaire ferme Du 1 ^{er} octobre 2024 au 30 septembre 2025	Année 4 (option) Taux horaire ferme Du 1 ^{er} octobre 2025 au 30 septembre 2026

4.2 Méthode de sélection

Cotation numérique la plus élevée dans les limites du budget

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- g. satisfaire à toutes les exigences de la demande de soumissions;
- h. répondre à tous les critères d'évaluation technique obligatoires;
- i. obtenir globalement la note minimum requise de 67 points pour chaque critère d'évaluation technique coté qui sont assujettis à une cotation par points, chaque critère individuel exigeant une note de passage de 60 % des points disponibles. L'échelle de notation compte 95 points.

6. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. La soumission recevable qui obtiendra le nombre le plus élevé de points et qui a atteint la note de passage minimale de chaque critère individuel sera recommandée pour l'attribution d'un contrat, à condition que le prix total évalué ne dépasse pas le budget alloué à cette exigence.

	<p>7. Le montant de financement maximal disponible pour le contrat résultant de la demande de soumissions est de 1 000 000,00 \$ CA (taxes applicables en sus). Toute soumission dont la valeur est supérieure à cette somme sera jugée non recevable. Le fait de divulguer le financement maximal disponible n'engage aucunement le Canada à payer cette somme.</p>
--	---

Question 22	<p>En ce qui concerne la page 21, 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires sur la DDP, veuillez indiquer si les attestations énumérées à la section 5.2 devraient être incluses dans la soumission ou fournies lors de l'attribution du contrat. S'ils sont requis peu après la présentation de la soumission, indiquez le délai accordé pour fournir les attestations.</p>
Réponse 22	<p>Les soumissionnaires doivent présenter les attestations dûment remplies suivantes dans le cadre de leur soumission à la date d'attribution du contrat, conformément à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires de la DDP :</p> <p>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES</p> <p>Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.</p> <p>Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent être vérifiées par ce dernier à tout moment. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.</p> <p>L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Si ce dernier ne répond pas et ne collabore pas à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable ou le non-respect de la demande ou de l'exigence constituera un manquement aux termes du contrat.</p> <p>5.1 Attestations exigées avec la soumission</p> <p>Les soumissionnaires doivent fournir les attestations ci-dessous dûment remplies avec leur soumission.</p> <p>5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Déclaration de condamnation à une infraction</p> <p>Conformément aux Dispositions relatives à l'intégrité des Instructions générales, tous les soumissionnaires doivent fournir avec leur proposition, le cas échéant, le formulaire de déclaration d'intégrité se trouvant sur le site Web des formulaires du régime d'intégrité (http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html), afin que leur proposition soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.</p>

	<p>5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires</p> <p>Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être fournis avec la soumission, mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une des attestations exigées ou l'un des renseignements supplémentaires requis n'est pas fourni conformément aux exigences, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai dont il dispose pour le faire. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.</p> <p>5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Documents exigés</p> <p>Conformément à la section 17, Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html), le soumissionnaire doit fournir la documentation requise, selon le cas, pour que son offre passe à l'étape suivante du processus.</p> <p>5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission</p> <p>En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du du Programme de contrats fédéraux (PCF) » pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html).</p> <p>Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pour l'équité en matière d'emploi au moment de l'attribution du contrat.</p> <p>Le gouvernement du Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ou, le cas échéant, tout membre de la coentreprise figure sur la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.</p>
Question 23	<p>En ce qui concerne la page 24, 6.1 Exigences relatives à la sécurité de la DDP, veuillez indiquer si les attestations de sécurité de l'organisation visées dans la présente section doivent être incluses dans la soumission ou si la vérification peut être fournie lors de l'attribution du contrat.</p> <p>Si une vérification de l'attestation de sécurité pertinente doit être effectuée peu après la présentation de la soumission, veuillez indiquer le délai qui sera accordé pour remplir ces exigences en matière de sécurité.</p>

Réponse 23	<p>À compter du 2 mai 2022, les organisations qui soumissionnent pour des appels d'offres gouvernementaux assortis d'exigences relatives à la sécurité doivent remplir et fournir un formulaire de demande d'inscription dans le cadre de leur réponse à la soumission (par exemple, leur proposition). Exigences relatives à la tenue d'un filtrage de sécurité de l'organisation à la clôture des soumissions</p> <p>À la suite de ces changements, les organisations n'ont besoin de satisfaire aux exigences de sécurité que pendant le processus de demande de soumissions si elles doivent avoir accès à des documents sensibles pour préparer leur soumission. Si l'accès à des renseignements sensibles n'est requis que pour exécuter le contrat, les agents d'approvisionnement du gouvernement doivent accorder aux soumissionnaires un délai allant jusqu'à la date de l'attribution du contrat pour obtenir l'attestation de sécurité de leur organisation.</p> <p>Ainsi, tous les soumissionnaires potentiels sont sur un pied d'égalité et nous offrons un environnement d'affaires plus concurrentiel. Ainsi, on veille à ce que, peu importe qu'ils aient ou non une attestation de sécurité auprès du Programme de sécurité des contrats (PSC), les organisations de toutes tailles soient admissibles à soumissionner sur des appels d'offres gouvernementaux assortis d'exigences relatives à la sécurité.</p> <p>Veuillez consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité de la DDP :</p> <p>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ</p> <p>6.1 Exigences relatives à la sécurité</p> <p>1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'il est indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;b) les personnes proposées par le soumissionnaire qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité au niveau comme indiqué dans la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;c) le soumissionnaire doit fournir le nom de toutes les personnes qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des lieux de travail dont l'accès est réglementé;d) l'emplacement proposé par le soumissionnaire pour l'exécution des travaux et pour la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité, comme il est indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
-------------------	--

	<p>e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'il est indiqué à la Partie 3 – section IV, Renseignements supplémentaires.</p> <p>2. Nous rappelons aux soumissionnaires qu'ils doivent obtenir rapidement l'attestation de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir l'attestation de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.</p> <p>2. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du <u>Programme de sécurité des contrats</u> de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html).</p>
--	---

Question 24	En ce qui concerne la page 26, 7.1.2.3 Garantie des travaux minimums – tous les travaux réalisés de la DDP, veuillez indiquer le nombre d'entreprises qui seront nommées comme entrepreneurs (si plus d'une est choisie) pour réaliser les travaux et si plus d'un sera sous-traité, la façon dont les travaux seront divisés entre les entrepreneurs.
Réponse 24	Le contrat éventuel doit être attribué à un (1) soumissionnaire en fonction de la méthode de sélection de la DDP.

Question 25	En ce qui concerne la page 1, Modification de la demande de propositions, Questions et réponses, veuillez indiquer la date et l'heure exactes auxquelles les demandes de renseignements doivent être adressées. Il n'est pas clair si les « 10 jours civils précédents » comprennent les fins de semaine, le prochain jour férié de la fête du Travail au Canada et le jour même de la présentation de la soumission.
Réponse 25	Les jours civils comprennent tous les jours de la semaine du lundi au vendredi, y compris les fins de semaine et les jours fériés. Toutes les demandes de renseignements concernant la présente demande de propositions doivent être soumises par écrit à l'autorité contractante, au plus tard dix (10) jours civils avant la date de clôture du dépôt des propositions afin de donner au ministère des Finances Canada suffisamment de temps pour y donner suite. Si des demandes de renseignements sont reçues après cette date, il se peut que nous n'y répondions pas avant la date de clôture des propositions. En ce moment, la date exacte à laquelle les éclaircissements (questions et réponses) doivent être apportés est antérieure à la date de clôture des soumissions, soit le 2 septembre 2022, à 14 h HAE.

Question 26	En ce qui concerne la page 13, Demande de proposition – Modification, Questions et réponses, combien d'organisations ont été contactées en tant que soumissionnaires potentiels pour ce travail?
Réponse 26	Le nombre d'organisations ayant été jointes n'est pas nécessaire pour présenter une soumission recevable et cette information ne peut être fournie, car elle pourrait nuire au processus d'appel d'offres concurrentiel.

Question 27	En ce qui concerne la page 13, Demande de proposition – Modification, Questions et réponses, quels types d’entreprises ont été contactées pour réaliser ces travaux? La préférence sera-t-elle accordée aux services professionnels et aux cabinets d’experts-conseils en technologie plutôt qu’aux cabinets d’avocats, étant donné que les services juridiques ne sont pas requis conformément à la réponse 9?
Réponse 27	Le Ministère a communiqué avec les organisations qui ont démontré une expertise en la matière en ce qui a trait aux services requis dans la présente demande de proposition (DDP). Aucune préférence ne sera accordée aux organisations en fonction de leur domaine de travail.